

## **1 AN APRÈS L'ASSAUT DE ST DENIS : SOLIDARITÉ AVEC LES VICTIMES DU 48 RUE DE LA REPUBLIQUE**

Le 18 novembre 2015 une opération policière de grande envergure a eu lieu au 48 rue de la république à St Denis pour neutraliser les terroristes responsables des attentats du 13 novembre, retranchés dans l'immeuble. Les habitants, familles avec enfants, célibataires, ont été évacués de leur domicile à l'issu de l'assaut. 4 d'entre eux ont été blessés par balle et l'immeuble rendu inhabitable.

Hébergés dans un gymnase 10 jours, puis à l'hôtel et délaissés par les pouvoirs publics, les habitants, organisés avec le DAL, se sont constitués en association pour se défendre : *l'association DAL des victimes du 48 rue de la république*. Ils demandent pour tous: le relogement, la régularisation des sans papiers, la reconnaissance de leur statut de victimes et réparation. Un comité de soutien s'est mis en place rapidement et la solidarité s'est illustrée concrètement à de nombreuses reprises, à l'école Jules Guesde ou lors du concert de soutien donné en mars 2016 au Théâtre Gérard Philippe de St Denis.

Pendant un an, les actions collectives à l'initiative des habitants, avec le DAL et le comité de soutien- manifestations à St Denis, rassemblements devant les ministères du logement, de l'aide aux victimes, de la justice, occupation de la basilique – ainsi que les négociation menées ont permis des avancées. Mais pour la centaine d'habitants traumatisés, le combat est permanent pour se reconstruire et faire entendre leurs droits. En effet, malgré les engagements, à peine la moitié des 45 ménages ont bénéficié d'un relogement pérenne et la procédure d'indemnisation tarde, ne tenant pas compte de la situation sociale des habitants. Enfin, la régularisation a été refusée à 3 d'entre eux qui se sont même vus délivrer des Obligations de Quitter le Territoire Français !

La réponse des pouvoirs publics illustre bien la manière dont on traite les habitants des quartiers populaires qui subissent quotidiennement les politiques du logement cher conduisant à l'épuration sociale mais aussi de manière générale l'exclusion en matière d'accès à la santé, à l'éducation pour tous, au travail...

**Face à cela, nous, associations de défense du droit au logement, de luttes de « sans », syndicats, organisations militantes de quartier, représentants de parents d'élèves, intermittents affirmons notre solidarité aux habitants sinistrés et demandons la prise en compte de leurs revendications et la concrétisation des engagements des pouvoirs publics.**

**EN SOLIDARITE, RASSEMBLONS-NOUS AVEC LES HABITANTS:  
LE VENDREDI 18 NOVEMBRE A PARTIR DE 17H  
POINT PRESSE A CETTE OCCASION**

*Premiers signataires : CGT éduc'action St Denis, Collectif Copros libres St Denis, DAL, Des parents de l'APE et enseignants de l'école Jules Guesde, GISTI, LDH St Denis Plaine Commune, Ministère des bonnets d'âne, MRAP Saint Denis, Pas d'enfants à la rue, RSL, Sciences Pop' ...*

**Avec le soutien de :** CGA, Ensemble, NPA...